

# Energie



# Pour un approvisionnement énergétique qui a de l'avenir

**F**aute d'énergie la marche du monde s'arrête. L'énergie est nécessaire à tous les domaines de la vie humaine, qu'il s'agisse de la fabrication de produits, du travail quotidien ou des loisirs. La Suisse bénéficie actuellement d'un approvisionnement énergétique efficace, sûr et avantageux avec une forte production indigène. Les impôts et redevances, de même que les régulations restent supportables. Mais cela va changer avec l'acceptation de la loi sur l'énergie en 2017.



“ Je suis effrayé par le manque d'intérêt de la Berne fédérale pour les réalités de l'approvisionnement énergétique. Au lieu d'assurer un approvisionnement sûr et à un prix abordable, de nombreux politiciens s'adonnent aux illusions énergétiques de la gauche et des écologistes. ”

### **Dangereuse expérience**

La nouvelle loi sur l'énergie vise à réduire la consommation d'énergie avec une série de nouvelles mesures. A côté de subventions pour les énergies renouvelables, elle comporte des objectifs en vue d'une réduction de la consommation globale d'énergie : d'ici à 2035 cette consommation devrait être réduite de 43% par rapport à son niveau de l'an 2000. C'est donc bien d'une réduction de moitié de la consommation qu'il s'agit. On ne sait toujours pas très bien comment la Confédération entend y parvenir.

### **Croissance des besoins énergétiques**

La consommation d'énergie ne cesse de croître nonobstant les mesures d'économie et l'augmentation de l'efficacité énergétique. La croissance de la population résidante, de l'économie et de la mobilité, mais aussi du parc immobilier fait que les besoins en énergie augmentent constamment. On ne voit pas pourquoi ils diminueraient dans ces conditions. Face à cette réalité, une réduction de moitié de la consommation est totalement illusoire.

### **La hausse des coûts freine les arts et métiers**

La hausse des prix de l'énergie et l'augmentation des coûts qu'elle entraîne sont très mauvaises pour la croissance, donc la prospérité de notre pays. D'une part, les coûts de production augmentent et la compétitivité internationale de l'économie diminue, d'autre part, les citoyennes et citoyens ont moins d'argent à leur libre disposition.

Au lieu d'augmenter constamment les impôts et redevances, il faut viser une réduction de la charge fiscale. Au lieu de multiplier les réglementations, il faut simplifier les procédures. Les agents énergétiques ne sont ni des ressources fiscales, ni des instruments d'éducation du peuple, mais doivent être considérés comme de purs facteurs de production. Les mesures prises par l'Etat doivent être réalistes et dépourvues de toute considération idéologique.

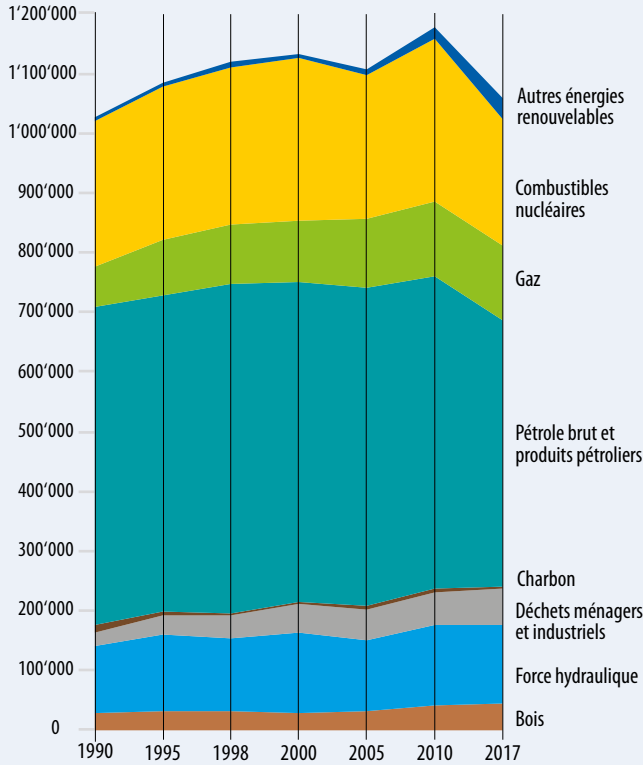
### **Subventions nuisibles**

Les milliards de francs prélevés sur les différents agents énergétiques reviennent pour l'essentiel à la caisse fédérale. Le reste sert à subventionner l'énergie solaire et éolienne – avec des résultats plutôt modestes. En 2017 à peine 2,9% de la production nationale d'énergie provenaient des énergies renouvelables que sont le soleil et le vent. Il est évident que cela ne suffit pas à remplacer l'énergie nucléaire qui représente près de 32% du mix électrique suisse.

### **Economies au tarif zéro ?**

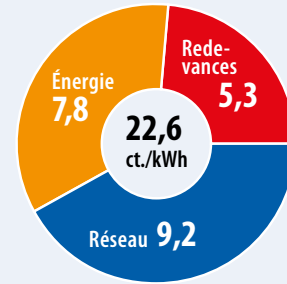
Une politique énergétique axée sur l'avenir doit se fonder sur les critères de la demande, de l'économie, de l'indépendance nationale et de la protection de l'environnement. La notion d'efficacité sonne très bien, mais la réalité est que les économies sont difficiles à obtenir et qu'elles ne sont pas gratuites. La diminution de moitié de la consommation d'énergie durant les 17 années à venir se concentrera principalement sur les agents énergétiques fossiles. C'est un objectif défendable en termes d'approvision-

### Consommation brute d'énergie: part des agents énergétiques primaires en TJ

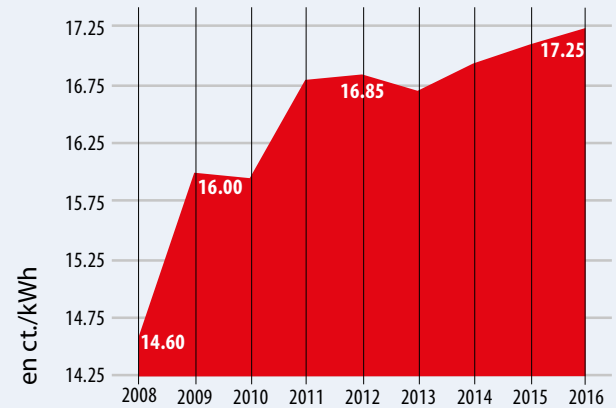


Source: statistique globale suisse de l'énergie

### Composants du prix de l'électricité pour un ménage typique en 2019



### Prix moyen de l'électricité pour le consommateur final



nement et de protection de l'environnement. Il ne faut cependant pas oublier qu'une diminution des énergies fossiles doit obligatoirement être compensée par d'autres formes d'énergie. Concrètement, le remplacement d'un chauffage à huile par une pompe à chaleur ou d'une voiture à essence par un véhicule électrique augmente forcément la consommation d'électricité. Cette intervention est donc tout sauf durable.

### **Davantage d'électricité indigène**

Il est donc évident qu'il faudra à l'avenir augmenter la production électrique et non pas la diminuer. Afin de ne pas accroître la dépendance de l'étranger, cette production supplémentaire doit avoir lieu principalement en Suisse. Cette électricité doit cependant être disponible en permanence et ne pas dépendre du vent et des intempéries. A côté des agents énergétiques fossiles, seules la force hydraulique et l'énergie nucléaire répondent à cette exigence. Les lois actuellement en vigueur interdisant le remplacement des centrales nucléaires suisses, il s'agira d'améliorer les conditions-cadres pour l'exploitation de la force hydraulique.

### **Premier principe : la sécurité de l'approvisionnement**

L'objectif premier d'une politique énergétique raisonnable est de garantir un approvisionnement en énergie à un prix avantageux, indépendant, suffisant et ménageant l'environnement. Ces exigences sont satisfaites par le mix actuel de la production électrique suisse. Les piliers principaux de notre approvisionnement électrique sont cependant en péril. Le remplacement des centrales nucléaires, soit 32% de la production électrique nationale,

par de nouvelles installations est dorénavant interdit par la loi. Représentant près de 60% de la production, la force hydraulique est également menacée par une production éolienne et solaire hautement subventionnée en Suisse et à l'étranger. En raison des incertitudes régnant dans ce secteur, les investissements dans ces énergies sont retardés ou annulés. Les systèmes d'incitation prévus en faveur de la force hydraulique, la principale ressource énergétique nationale, sont importants, mais ne permettent pas une extension suffisante.

### **Pour une politique énergétique raisonnable**

La future politique énergétique de la Suisse doit se fonder sur des hypothèses et mesures réalistes et non pas sur des utopies et illusions nourries par des idéologies. Les interventions et régulations publiques comme l'augmentation des taxes et redevances ainsi que la création de nouveaux impôts énergétiques doivent être limitées au strict minimum.

Chaque agent énergétique doit participer à la production en fonction de ses spécificités. Des discriminations, voire des interdictions doivent être refusées. En lieu et place d'une jungle réglementaire toujours plus dense, il faut miser sur la responsabilité individuelle en réduisant le nombre de prescriptions et d'interdictions. L'économie et la société en général doivent décider à quels agents énergétiques elles entendent donner la préférence. L'objectif suprême doit être de réduire au maximum la dépendance de notre pays vis-à-vis de l'étranger.

## Positions

### L'UDC ...

- revendique une énergie fiable, suffisante et à un prix abordable pour les particuliers et l'économie;
- combat la politique onéreuse, hostile à l'économie, idéologique et restrictive menée aux niveaux fédéral, cantonal et communal;
- s'oppose à des lois et projets visant unilatéralement la protection ou les subventions;
- exige un approvisionnement énergétique fondé sur les principes de la demande, de l'économie, de l'indépendance, de la protection de l'environnement et de faibles émissions nocives;
- s'oppose catégoriquement à une augmentation des impôts, redevances et taxes et à l'introduction de nouveaux prélèvements fiscaux qui renchérissent l'énergie;
- refuse des taxes d'incitation ou d'encouragement ainsi que d'autres régulations, prescriptions et interdictions dans le domaine énergétique qui défavorisent les arts et métiers, les régions périphériques et la population;
- approuve la sauvegarde et l'extension de la production électrique indigène, notamment de la force hydraulique;
- se prononce contre des interdictions de certaines techniques comme les chauffages à l'huile ou des interdictions de circuler frappant les voitures à essence ou diesel;
- s'engage pour le maintien du mix électrique actuel qui a fait la preuve de son efficacité et refuse avec détermination un arrêt anticipé des centrales nucléaires pour des motifs idéologiques ainsi qu'une détérioration des conditions-cadres de tous les agents énergétiques;
- préfère des incitations positives comme des allègements fiscaux, la déductibilité des investissements dans les énergies renouvelables et l'augmentations de l'efficacité énergétique plutôt qu'une politique de subventionnement;
- salue la recherche et le développement privés de projets dans e domaine des énergies renouvelables comme la géothermie, l'énergie solaire et éolienne ainsi que la biomasse sans subventions et indemnisations publiques.

### + Avantages

#### Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme consommateur, de l'énergie en suffisance et à un prix abordable;
- ✓ comme chef d'entreprise, un approvisionnement énergétique fiable et à un prix abordable, donc une plus grande sécurité de planification;
- ✓ comme citoyen soucieux de la protection de l'environnement, un approvisionnement énergétique produisant peu d'émissions nocives et largement indépendant de l'étranger;
- ✓ comme propriétaire immobilier, l'assurance de ne pas devoir subir de nouvelles prescriptions, interdictions et contraintes, donc d'avoir moins de frais;
- ✓ comme habitant d'une région périphérique, des emplois intéressants près de chez moi;
- ✓ comme citoyen responsable, une plus grande indépendance par rapport à l'étranger et aux prix internationaux, donc une moins grande exposition de la Suisse aux pressions étrangères.